

**Une école pour tous et pour toutes, c'est une école solidaire et équitable.**

La solidarité implique pour les personnels enseignants un statut unique, et pour tous les acteurs de l'école un traitement égalitaire en matière de salaire. Ceci passe par la fin de la précarité, par le développement d'emplois statutaires pour des personnels formés, et bénéficiant de formation continue.

La solidarité implique aussi le refus de la concurrence entre établissements, le refus de la hiérarchisation des filières et des formations, et des moyens supplémentaires pour les zones et les élèves défavorisés, tant que ces zones perdureront (partant du constat que dans l'école et la société que nous voulons, elles disparaîtront).

**Une école pour tous et pour toutes, c'est une école qui offre une formation polyvalente.**

C'est pourquoi nous devons défendre un enseignement qui reconnaisse toute la valeur des formations pratiques et manuelles, pour tous, en parallèle à des enseignements théoriques, dès le plus jeune âge, tout autant que la valeur d'enseignements «théoriques» de culture générale pour tous. Enfin, l'enseignement professionnel proprement dit, pour tous les métiers, ne doit pas être laissé aux entreprises. En ce sens, nous devons lutter contre la tendance actuelle à généraliser l'apprentissage, et nous devons défendre la spécificité de l'enseignement professionnel, mais enfin débarrassé de son image dévalorisée car tourné trop spécifiquement vers des enseignements «pratiques».

**2/ Une école démocratique et émancipatrice:**

Pour que l'école soit démocratique, il faut une communauté éducative démocratique.

Dans une société qui valorise la compétition, la solidarité ne se décrète pas. Les établissements scolaires sont de plus en plus soumis à une hiérarchisation intense des rapports par le management. Face à ce développement de l'autorité, il faut

développer à la base une solidarité active des acteurs de l'école, parents, enseignants et non enseignants, le rejet de tout ce qui peut renforcer l'autorité pyramidale: l'inspection autant que l'évaluation par les chefs d'établissements, le recrutement des enseignants sur des postes à profil, les conseils pédagogiques sous l'autorité des chefs d'établissement. Ce que nous voulons est donc une école dont on repense la structure.

En ce qui concerne l'émancipation, il s'agit bien de développer l'autonomie des élèves, leur aptitude à surmonter les contraintes, leur esprit critique, leur appropriation du savoir, et finalement de les aider à faire les meilleurs choix possibles pour eux en fonction de leurs intérêts, en développant le travail de groupe, la solidarité entre élèves, les projets créatifs et culturels, c'est à dire le contraire de l'école utilitaire et individualiste qu'on nous impose.

En ce sens l'école doit être ouverte et coopérative, permettant et développant une pédagogie active avec des élèves partie prenante de leur formation, collectivement. C'est pourquoi nous nous opposons au développement d'une évaluation individuelle se prétendant de plus en plus précise, par compétences ou non, qui aboutit au classement et la hiérarchisation des individus, en vue de leur employabilité. Ce qui ne veut pas dire qu'une réflexion pédagogique autour de la notion de compétences, outil pour construire différemment des savoirs repensés, n'est pas utile.

Enfin, le droit à des expériences alternatives doit être affirmé. Les établissements qui les mettent en œuvre ont toujours été marginalisés en France, alors que leur constante est la mise en place d'une pédagogie progressiste fondée sur le travail collectif et sur une plus grande responsabilité accordée aux enseignants et aux élèves. Il est important de s'appuyer sur ces expériences, en y prenant ce qui peut correspondre à notre projet (une école coopérative) et en écartant ce qui peut être dangereux dans ce projet (des postes spécifiques).